

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'action gouvernementale, la maîtrise des déficits publics et la baisse des impôts et des charges, l'action en faveur des plus démunis, notamment les personnes âgées ou handicapées, la réforme de la politique de l'emploi et de la Sécurité sociale, la formation professionnelle, les négociations multilatérales sur le commerce international et la construction européenne, Auxerre le 16 septembre 2003.

Messieurs les Présidents,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les Elus,

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux, aujourd'hui, de rencontrer les Maires et les élus de l'Yonne, ainsi que des responsables associatifs, économiques, sociaux représentant les forces du département, ses forces vives.

Tous ensemble, vous oeuvrez au dynamisme économique, culturel, social de votre région et vous contribuez à fortifier sa cohésion humaine - une cohésion si nécessaire - un dynamisme et une cohésion que l'évolution du monde nous oblige à cultiver et à renforcer sans relâche.

J'attache, vous le savez, une grande importance à ces rencontres et au dialogue qu'elles permettent je suis heureux de l'instaurer avec vous.

Nous sommes à un moment particulier de l'action.

Cette action doit être conduite avec détermination, la détermination nécessaire au respect de l'autorité de l'Etat.

Elle doit être conduite avec constance, la constance indispensable à la réussite des réformes et des adaptations.

Elle doit être conduite aussi dans un esprit d'ouverture, l'ouverture qui permet le dialogue républicain.

Et elle doit par-dessus tout être conduite avec l'exigence de l'équité, pour que notre société progresse au lieu de se déchirer. C'est ce que fait le Gouvernement de Jean-Pierre RAFFARIN. La France a pris un nouveau cap. La réforme des retraites est faite. L'insécurité recule. Le travail est mieux reconnu. Les impôts et les charges ont commencé à diminuer. Notre pays est en train de reconquérir son rang économique. La voix de la France porte indiscutablement dans le monde. Tout se met en place pour ouvrir aux Françaises et aux Français de nouveaux chemins. La France n'a aucune raison de douter d'elle-même. Sachons suivre fermement cette voie.

Nous avons pris une option claire : aller au devant de la croissance en libérant nos énergies et en conduisant les adaptations nécessaires. Ce choix est la clé de l'activité, de l'emploi, de la création de richesses. C'est la condition de l'équité et d'un surcroît de solidarité entre tous les Français. Et c'est le choix d'une France qui entend se donner les moyens d'assumer sa place en Europe et d'exercer toutes ses responsabilités dans le monde.

Tout se tient dans la politique de la nation. Permettre à chacun de s'accomplir en contribuant à la prospérité de tous. Mobiliser ainsi les moyens de répondre aux attentes des Français. Relever les défis de la mondialisation. Accroître nos capacités d'action sur la scène internationale.

Nous sommes une nation vivante, dynamique, solidaire. Nous avancerons en sachant prendre, quand il le faut, des décisions courageuses. Nous avancerons en écoutant, en dialoguant. Pas autrement.

C'est en poursuivant avec persévérance dans la direction que nous avons choisie que nous maîtriserons notre destin, celui d'une nation qui sait progresser en apportant à chacun de ses membres la garantie de l'équité et de la solidarité. C'est la finalité même de la politique de croissance et de réformes engagée depuis un an et demi.

*

* *

Le monde a traversé depuis près de trois ans une mauvaise période sur le plan économique.

C'est une source de difficultés pour le présent et une source d'angoisses pour l'avenir.

Les crises internationales, le terrorisme et plus généralement les défis de la mondialisation ont encore accru les préoccupations de chacun.

Dans ces temps exigeants, le Gouvernement de Jean-Pierre RAFFARIN a su entreprendre des réformes nécessaires, trop longtemps retardées. Un immense effort a été lancé pour porter remède à l'insécurité. Un nouveau cours a été donné à la politique économique et sociale de notre pays.

La France a engagé le renforcement de sa compétitivité, la réduction de ses prélèvements obligatoires et la modernisation de ses services publics. Mon ambition, dans le domaine économique, c'est que la France soit reconnue partout dans le monde comme l'une des terres d'accueil les plus favorables à la création d'emplois, à l'investissement, à l'innovation et au lancement d'activités nouvelles. La France est ouverte.

Dans le cadre du calendrier qu'il élabore, le Gouvernement de Jean-Pierre RAFFARIN va poursuivre activement son action de réformes.

Au moment même où le chemin de la France se dégage, je note que l'horizon économique international commence à s'éclaircir et les premiers signes d'une reprise de l'activité apparaissent. Aux Etats-Unis, en Allemagne, au Japon, des politiques économiques cohérentes et favorables à la croissance sont engagées fermement.

Je me réjouis de la détermination du gouvernement allemand à mener des réformes de fond et à soutenir l'activité. Ensemble, la France et l'Allemagne peuvent oeuvrer pour une nouvelle croissance européenne.

Chez nous, les entreprises manifestent depuis plusieurs mois un regain de confiance. Jamais, depuis très longtemps, le nombre de créations d'entreprises n'a été aussi important.

Tout ce qui est en notre pouvoir doit être fait pour consolider et pour amplifier cette évolution. Nous poursuivrons notre route avec confiance et surtout avec détermination.

Un grand pays ne peut assurer la puissance de son économie et défendre l'attractivité de son territoire que s'il s'appuie sur une industrie dynamique. C'est un premier point. Une industrie allant de la PME aux grands groupes industriels et couvrant une gamme très étendue d'activités. Et cette industrie a particulièrement besoin que l'accent soit mis davantage dans notre système éducatif sur les mathématiques, les sciences et la formation des ingénieurs.

La France agira avec ses partenaires pour que l'Europe reprenne l'initiative et combatte les dangereuses tendances qui pourraient conduire à sa désindustrialisation. Elle doit s'affirmer comme un espace industriel performant dont la capacité à créer des richesses et des emplois

----- sur une recherche d'expansion des compétences de haut niveau et des technologies de

repose sur une recherche dynamique, des compétences de haut niveau et des technologies de pointe, dans les secteurs traditionnels comme dans les secteurs les plus nouveaux. La France a tous les moyens de jouer un rôle central dans cette Europe industrielle.

*

Je veux aujourd'hui rappeler une vérité simple.

Au premier rang des facteurs de la réussite, à l'échelle individuelle comme à l'échelle des nations, il y a le travail, le travail sans lequel rien n'est possible, ni accomplissement personnel, ni projet commun, ni élan collectif, ni bien sûr solidarité.

Dans notre pays, le travail n'était peut être plus suffisamment soutenu, encouragé, reconnu et récompensé.

Freiné par des réglementations inadaptées, découragé par le fardeau des charges sociales, amputé dans son pouvoir d'achat par le niveau des impôts, pénalisé par rapport à l'assistance, il a été, qu'on le veuille ou non, dévalorisé. Or, le travail est la condition même du progrès économique et social.

A travers la reconnaissance du travail, c'est l'emploi et le pouvoir d'achat des Français, mais aussi la place et l'image de la France qui sont en jeu.

C'est pourquoi, avec le Gouvernement, j'ai voulu que le cercle dépressif du prélèvement et de la dépense soit rompu. La France ne recherchera plus la solution à ses problèmes par une augmentation continue des dépenses publiques alimentée par l'impôt et par la dette. Malgré les difficultés sérieuses liées à la situation économique internationale, la dépense de l'Etat est aujourd'hui tenue. L'impôt sur le revenu et les charges sociales ensemble diminuent.

Je me réjouis que le travail de tous, à tous les niveaux, commence ainsi à être mieux récompensé. Grâce à la baisse des charges, au rétablissement de l'unité du salaire minimum et à l'augmentation de la prime pour l'emploi, les bas salaires augmentent. La consommation est soutenue, l'envie de produire stimulée, la création d'entreprise dynamisée. L'instauration prochaine du revenu minimum d'activité, c'est aussi le choix de privilégier le travail sur l'assistance.

Les 35 heures ont été assouplies. Des législations stériles ont été abrogées. La voie a été ouverte pour la négociation collective et le dialogue social.

J'ai défini les objectifs que l'Etat en attend. Ces objectifs sont ambitieux. Ils sont largement partagés. Tous ensemble, Etat et partenaires sociaux, il nous appartient de créer de nouvelles garanties pour l'emploi de chaque Française et de chaque Français.

Nous savons bien que la sécurité de l'emploi ne pourra plus venir de l'assurance de rester toute sa vie dans la même entreprise. Il faut donc imaginer de nouvelles sécurités pour que chacun ait la possibilité de progresser sur le plan professionnel et puisse changer d'entreprise sans subir de longues périodes de chômage, sans être confronté à un véritable drame humain.

Le plan social est toujours un aveu d'échec. Pour agir, il ne faut pas attendre qu'il soit trop tard. Le Parlement a levé les contraintes inutiles de la loi de modernisation sociale mais sous réserve que les partenaires sociaux s'entendent sur des dispositifs d'alerte et de prévention efficaces. Les négociations en cours devront permettre d'anticiper les restructurations, de rechercher des solutions alternatives et de préparer à l'avance les salariés aux changements de leur poste de travail. L'Etat attend des résultats à la hauteur des enjeux. Il en tirera toutes les conséquences.

J'ai par ailleurs souhaité que la formation continue soit réformée pour ouvrir à chaque Française et à chaque Français un droit personnel à la formation tout au long de la vie.

Miser sur nos qualifications, c'est faire le pari de l'intelligence. C'est un atout maître dans la compétition des nations.

Je souhaite que, dans les jours qui viennent, un accord national sur la formation professionnelle porte très haut le niveau de nos ambitions dans ce domaine.

La formation, c'est aussi l'un des moyens de sortir de cette situation paradoxale où tant de chômeurs ne parviennent pas à retrouver du travail tandis que beaucoup d'entreprises, de leur côté, recherchent en vain des salariés formés aux métiers dont elles ont besoin.

Enfin, il y a en France une inégalité profondément choquante entre les salariés en fonction de leur niveau de qualification, de leur âge, et de la taille surtout de leur entreprise. Les salariés des

PME, et d'abord les moins qualifiés d'entre eux, ne doivent pas être oubliés par la politique de l'emploi.

Pour remédier à ces inégalités, j'ai demandé au Gouvernement d'engager une réforme profonde de la politique de l'emploi, dans ses priorités, ses instruments et son organisation.

En mettant en oeuvre rapidement et avec imagination toutes les adaptations et les réformes qui sont nécessaires sur le plan économique et social, j'ai la conviction que nous attirerons à nous une croissance durable, créatrice d'emplois, source de dynamisme et facteur de cohésion.

*

C'est ainsi que nous renforcerons notre capacité à répondre aux attentes nouvelles des Françaises et des Français, en particulier face aux problèmes aigus du vieillissement et du handicap.

J'ai demandé au Gouvernement de présenter ses propositions dans ce domaine dès le mois prochain.

Quand la sécurité sociale a été créée, en 1945, elle répondait parfaitement à nos besoins. Mais de nouveaux problèmes sont aujourd'hui posés qui n'avaient pu être pris en compte. Nos compatriotes réclament à juste titre de nouvelles protections. De nouvelles pierres doivent être ajoutées à l'édifice. Notre système de protection sociale ne peut pas rester figé. Il faut le conforter et savoir le faire progresser tout en respectant, naturellement, l'ensemble de ses principes.

Il reste à l'évidence beaucoup à faire pour que l'exigence de justice et de fraternité se traduise plus concrètement dans la vie de tous nos concitoyens : l'emploi, la santé, la sécurité dehors et chez soi, des logements dignes, des transports publics sûrs et, naturellement, une école qui assure l'avenir de tous. Je veux que nos compatriotes les plus démunis, notamment quand ils sont âgés ou handicapés, sachent que la nation ne se résigne pas à leurs difficultés et entend prendre mieux en compte leurs besoins.

Ce sont toujours les mêmes Français qui cumulent les handicaps et les difficultés. Le premier devoir de la nation est de desserrer l'étau qui les enferme. Permettre un nouveau départ pour les familles victimes du surendettement, rénover l'habitat, y compris en détruisant ce qui ne peut raisonnablement être sauvé, engager un vaste programme d'accession à la propriété des logements modestes, assurer la présence des services publics là où ils ont eu tendance à désertier, en milieu rural comme en milieu urbain, réprimer fermement la violence et tous les trafics.

Si la France se doit d'être dynamique et ambitieuse, c'est aussi pour pouvoir être attentive et généreuse.

Elle sera alors plus unie et plus forte pour relever les défis du monde.

*

La mondialisation est souvent perçue comme une force obscure. On la rend responsable de tout ce qui ne va pas. Elle est assurément un défi que nous devons relever par la mobilisation de toutes nos forces d'initiative et de croissance.

Par elle-même, la mondialisation n'est évidemment ni un bien ni un mal. Elle signifie l'accélération des échanges entre les hommes sur tous les continents et donc une incitation au développement des richesses et naturellement elle ne doit pas devenir le laminoir des cultures du monde. Elle ne doit pas épuiser les ressources naturelles de la planète. Elle ne doit pas appauvrir ceux qui sont pauvres pour n'enrichir que ceux qui sont déjà riches. La mondialisation de l'économie exige évidemment la mondialisation de la solidarité.

C'est la raison pour laquelle je me bats afin que tous les pays du monde agissent pour l'organiser, la maîtriser, l'humaniser. Il faut des règles. Nous vivons sur la même terre. C'est ensemble que nous devons résoudre les problèmes fondamentaux qui se posent à l'humanité.

Souvenons-nous que la croissance et l'emploi vont toujours, toujours de pair avec l'augmentation du commerce international. Il n'y a pas d'exception à cette loi.

C'est pourquoi l'échec des négociations de Cancun doit être surmonté. C'est l'intérêt de tous les pays et de tous les peuples. La France et l'Union Européenne mettront tout en oeuvre pour que les discussions reprennent et aboutissent à des règles commerciales internationales plus favorables à la croissance, mais aussi plus justes et plus équitables.

La France est engagée de toutes ses forces dans la construction de l'Europe. C'est aussi un point fort de notre action et de nos obligations actuelles.

L'Europe est pour chacun de nos pays le meilleur moyen de participer à une mondialisation ordonnée et de s'ouvrir tout en se protégeant. C'est aussi pour nous tous une garantie de paix, de démocratie et de prospérité. Et c'est pour un monde multipolaire inévitable, inéluctable, un facteur d'équilibre, de stabilité et de développement.

Une Union Européenne élargie aux dimensions du continent devra, plus que jamais, être une Union en mouvement. La France veillera à ce que l'Europe soit dotée, par sa Constitution, d'une capacité de décision lui permettant de forger et d'exprimer une véritable volonté politique.

L'avenir de l'Europe n'est évidemment pas, chacun doit le comprendre, dans les minorités de blocage mais dans les majorités d'action.

Dans tous les domaines, la France assumera ses responsabilités européennes. Nous avons consenti un grand effort pour faire l'euro dans un moment difficile et nous acceptons, comme les autres pays, les disciplines qu'impose notre monnaie commune. Parce que nous nous y sommes engagés. Parce que l'euro est pour nous, comme pour toute l'Europe, un facteur de prospérité et de stabilité.

Notre pays agit avec détermination pour maîtriser ses dépenses, adapter son système administratif et écarter les risques financiers de l'avenir, qu'il s'agisse de la retraite ou de la santé. Il se réforme pour créer les conditions d'un plus grand dynamisme économique. Il vise résolument la réduction de déficits publics dont le niveau actuel ne peut être évidemment que temporaire.

Mais au nom même de la croissance, et au nom de l'emploi, nous nous devons d'agir avec sagesse et avec discernement. Nous en discutons avec la Commission, gardienne des traités, et nos partenaires européens dans un esprit de confiance mutuelle et de transparence.

La baisse des impôts est l'un des principaux volets de notre politique de croissance et elle n'est évidemment pas la cause de notre déficit. Celui-ci s'est creusé du fait des difficultés économiques après plusieurs années d'accumulation de dépenses non financées. Il ne peut être effacé d'un coup, en sacrifiant notre croissance, en ralentissant celle de nos voisins et en renonçant aux investissements qui préparent l'avenir de notre pays et celui de l'Europe.

Nous devons en particulier maintenir la priorité donnée au rétablissement de l'autorité de l'Etat, à la lutte contre la violence et le terrorisme, et à notre sécurité extérieure.

Dans le monde d'aujourd'hui, la France fait entendre sa voix. Elle défend partout ses intérêts, ses principes, ses valeurs, sa sécurité. Sa vision du monde se veut respectueuse des autres. Elle propose une alternative aux rapports de domination. Elle veut incarner et faire progresser un projet de paix, de stabilité et de développement. Elle veut porter ainsi l'espoir silencieux de tous les peuples sans voix, qui s'appuient sur elle et qui lui font confiance. Ils sont nombreux.

Pour elle comme pour eux, je veille à ce que notre pays demeure fidèle à sa mission.

*

Je vous le dis, la France doit avoir l'optimisme de l'action, être volontaire, audacieuse, sûre de ses forces, confiante dans ses capacités et dans ses ressources.

Notre pays a certes ses difficultés, ses interrogations, ses doutes, souvent d'ailleurs les mêmes que nos voisins. Le chômage, l'insécurité, le vieillissement, l'accroissement de la compétition internationale, les défis de la mondialisation, tout cela alimente les inquiétudes.

Mais regardons en avant ! La France a son caractère et son dynamisme propres : une natalité qui reste relativement élevée, une jeunesse dynamique, un système éducatif de valeur, des entreprises performantes, une cohésion sociale réelle, une situation géographique exceptionnelle, de bonnes institutions, de bons services publics, des infrastructures modernes.

Sachons voir ce qui va mal sans croire qu'obligatoirement tout va mal. Sachons dénoncer nos manques, mais pour mieux les combler. Sachons nous indigner, mais pour proposer et construire. Ce n'est pas dans la contestation systématique de tout, et surtout pas dans les violences, que les problèmes des Françaises et des Français trouveront leur solution et que la France grandira.

La culture de l'affrontement ne mène nulle part sinon à l'immobilisme et au conflit.

Dans le monde d'aujourd'hui, la France fait entendre sa voix. Elle défend partout ses intérêts, ses principes, ses valeurs, sa sécurité. Sa vision du monde se veut respectueuse des autres. Elle propose une alternative aux rapports de domination. Elle veut incarner et faire progresser un projet de paix, de stabilité et de développement. Elle veut porter ainsi l'espoir silencieux de tous les peuples sans voix, qui s'appuient sur elle et qui lui font confiance. Ils sont nombreux.

Par-delà les divisions traditionnelles et les clivages partisans, les Français sont unis par les valeurs universelles de tolérance et de démocratie qui sont celles de la République. Tous partagent le même sentiment de la nécessité de l'action.

Agir pour restaurer le droit fondamental à la sécurité et à la tranquillité. Agir pour conduire les réformes indispensables à notre dynamisme économique et pour sauvegarder notre système de solidarité. Agir pour le respect du droit, de la justice sociale et de l'égalité des chances. Agir pour maîtriser et humaniser la mondialisation.

Il est vraiment temps que se diffuse une culture de l'écoute, du respect de l'autre, et du dialogue démocratique entre citoyens responsables reconnaissant la primauté de la loi républicaine et rejetant toute forme de violence entre eux.

J'ai la conviction que ces évolutions sont devenues possibles et que les Français, dans leur très grande majorité, les appellent de leurs vœux, parce qu'ils veulent une démocratie responsable et apaisée. Chacun mesure à quel point la culture de l'affrontement est anachronique et nous a handicapés par rapport à nos voisins.

Je souhaite qu'à l'avenir nous sachions aller plus loin sur la voie du dialogue. Le Gouvernement vient d'engager les concertations nécessaires à la modernisation de notre système de santé. C'est essentiel. Je souhaite qu'au-delà des acteurs nécessaires de l'assurance-maladie, l'ensemble des forces politiques, majorité et opposition, prenne une part active et constructive à ce travail collectif en vue de l'action. Nos voisins allemands, espagnols et italiens, et bien d'autres, ont su le faire. Pourquoi pas nous ?

C'est un enjeu qui le mérite. Et ce sera l'occasion de démontrer que nous sommes capables de nous rassembler autour de l'essentiel et de dire non au "chacun pour soi".

*

Mesdames, Messieurs,

Face aux défis posés à notre société et aux soubresauts du monde, il n'est pas dans le tempérament des Françaises et des Français de rester spectateurs, inertes, les bras croisés. Nous avons tellement de raisons de croire en nous !

Ce n'est pas dans le repli mais dans l'ouverture que nous trouverons les ressources nécessaires pour assumer notre destin.

La France veut être forte pour pouvoir résoudre ses problèmes et contribuer à la paix du monde. Et elle veut être solidaire pour pouvoir être forte.

La bataille de la croissance et de l'emploi est engagée.

La vocation de notre pays est d'être aux avant-postes de tous les combats pour le progrès et pour la solidarité.

Intérieure et extérieure, la politique de la France forme un tout. Le socle du renouveau est posé.

A nous, maintenant, de construire dans le dialogue, la confiance et la mobilisation !

Vive la République !

Vive la France !